



CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Communiqué de presse

Paris, le 14 décembre 2011

Le Crédit Agricole relève les défis

Il s'appuie sur le leadership de ses banques de proximité et des métiers qui leur sont associés

Il renforce sa solidité financière en atteignant un ratio Common Equity Tier 1 de 10% en 2013

Il concentre ses forces au service de l'économie

* * *

Le plan de réduction de la consommation de liquidité de 50 milliards d'euros à fin 2012, annoncé le 28 septembre, est déjà réalisé à hauteur de 9 milliards d'euros à fin octobre 2011

Un nouveau modèle de banque de financement et d'investissement centré sur la distribution et le service aux grands clients

Des dépréciations exceptionnelles de 2,5 Mds€ dans les comptes consolidés de Crédit Agricole SA sans impact sur le ratio Common Equity Tier 1 en Bâle 3. Dans les conditions actuelles, le groupe Crédit Agricole sera bénéficiaire en 2011, malgré un résultat consolidé de Crédit Agricole S.A. négatif

Le groupe Crédit Agricole atteindra un ratio Common Equity Tier 1 de 10% en Bâle 3 à fin 2013

Le Crédit Agricole affirme son rôle de leader du financement de l'économie française

Crédit Agricole S.A.

Contacts Presse

Anne-Sophie Gentil – 01 43 23 37 51 – anne-sophie.gentil@credit-agricole-sa.fr

Stéphanie Ozenne – 01 43 23 59 44 – stephanie.ozenne@credit-agricole-sa.fr

<http://twitter.com/#!/1CreditAgricole>

Dans un environnement économique et financier bouleversé, qui se traduit notamment par un choc réglementaire sans précédent (accélération du calendrier d'application de Bâle 3 et durcissement des exigences réglementaires), le Crédit Agricole s'adapte et relève les défis.

Le Crédit Agricole a annoncé le 28 septembre 2011 un plan d'adaptation au nouvel environnement, qui se traduit notamment par une réduction structurelle de sa consommation de liquidité, une diversification des sources de refinancement, un renforcement de la solvabilité du Groupe et la rationalisation de ses portefeuilles d'activités.

Les Conseils d'administration des différentes entités concernées, ont approuvé les mesures qui vont permettre de mener à bien le plan d'adaptation, l'adoption d'un nouveau modèle de banque de financement et d'investissement au service de ses grands clients et ont examiné les différents impacts sociaux, financiers et comptables attendus de ce plan, qui sera mis en œuvre dans le respect des procédures sociales en vigueur dans les différents pays concernés.

Le Crédit Agricole s'adapte et relève les défis

Le plan d'adaptation de Crédit Agricole comprend deux volets :

1. Une réduction structurelle des besoins de financement

Le Crédit Agricole avait annoncé le 28 septembre 2011 une réduction structurelle de 50 milliards d'euros de ses besoins de financement entre juin 2011 et décembre 2012. Au 31 octobre 2011, 9 milliards d'euros sont déjà réalisés.

Après un point bas à 103 milliards d'euros au 30 septembre 2011, les réserves se reconstituent et atteignent déjà 118 milliards d'euros au 28 novembre 2011.

Pour mémoire, Crédit Agricole S.A. a aussi annoncé le 28 septembre un programme d'émissions moyen long terme 2012 de 12 milliards d'euros sur les marchés, au lieu de 22 milliards d'euros en 2011.

2. Un nouveau modèle pour la banque de financement et d'investissement du Crédit Agricole centré sur la distribution et le service aux grands clients

Le nouveau modèle pour la banque de financement et d'investissement du Crédit Agricole est conforme avec l'objectif de réduction de ses besoins de financement de 15 à 18 milliards d'euros dont 9 milliards d'euros à fin 2011 et 75 % en dollar. Le nouveau modèle s'appuie sur une stratégie visant à limiter la taille du bilan :

- Adaptation vers un modèle « originate to distribute » : origination et structuration du financement, accroissement des solutions obligataires, développement accru de la syndication et de la titrisation, mise en place de partenariats amont avec les investisseurs susceptibles d'acquérir les financements de CACIB.
- Renforcement des capacités de conseil et d'exécution en banque d'investissement et dans le courtage.

Cette stratégie est au service du développement des grands clients du Groupe, adaptée à un nouveau cadre de désintermédiation bancaire.

Trois leviers d'adaptation ont été définis : un recentrage vers les grands clients, un recentrage géographique, avec la fermeture de 21 pays (CACIB reste présent dans 32 pays qui représentent 84% du PIB mondial) et la sortie de certaines activités (dérivés actions et commodities).

Crédit Agricole S.A.

Contacts Presse

Anne-Sophie Gentil – 01 43 23 37 51 – anne-sophie.gentil@credit-agricole-sa.fr

Stéphanie Ozenne – 01 43 23 59 44 – stephanie.ozenne@credit-agricole-sa.fr

<http://twitter.com/#!/1CreditAgricole>

La banque de financement et d'investissement va réduire son bilan, adapter sa base de coûts à la réduction de son bilan et adapter son modèle pour générer du revenu dans un environnement contraint :

- Réduction du bilan :
 - Baisse de la consommation de liquidité d'environ 18 milliards d'euros à horizon fin 2012, principalement sur les dérivés actions et les activités de financement.
 - Impact sur les emplois pondérés de l'ordre de 30 milliards d'euros¹ à horizon janvier 2013. Cette baisse est liée aux réductions d'activités et aux cessions de prêts et de portefeuilles.
 - Adaptation de la base de coûts à la réduction du bilan : des ajustements de postes ciblés (13% de baisse des effectifs) et un plan d'action additionnel de 10% sur les autres charges (fonctions support, achats).
 - Adaptation du modèle pour générer du revenu dans un environnement contraint : accompagner les clients cibles, adapter les prix au nouveau cadre de financement, renforcer la part des commissions dans le mix revenu.
- **Les mesures adoptées dans les services financiers : crédit à la consommation, crédit-bail et affacturage**

Pour Crédit Agricole Consumer Finance (CACF), quatre leviers ont été actionnés pour réduire la consommation de liquidité d'environ 8 milliards d'euros, tout en affirmant la position de CACF comme acteur majeur sur le marché du crédit à la consommation :

- Les trois premiers leviers concernent la réduction des encours, pour un montant d'environ 8 milliards d'euros : baisse organique de l'activité, cessions de créances, cessions d'activités.
- En outre, CACF diversifiera ses sources de refinancement à hauteur de 4 à 5 milliards d'euros (hors plan).
- A terme, l'impact annuel en produit net bancaire sera couvert à 40% par des économies de charges (ajustements de postes ciblés).

Pour Crédit Agricole Leasing et Factoring (CAL&F), les mesures adoptées visent à réduire les actifs clientèle d'environ 1 milliard d'euros à fin 2012, via deux leviers : cessions d'activités et de portefeuilles crédit-bail, réduction de la production.

- **Les mesures adoptées dans la banque de proximité :**

Le Crédit Agricole confirme l'objectif de réduction des besoins de financement de 23 milliards d'euros.

En banque de proximité en France, le Crédit Agricole fait le choix d'un développement équilibré :

- Intensification de la collecte bilan dans un contexte d'augmentation du taux d'épargne des Français : réorientation des nouveau flux vers l'épargne bilan (priorité à la satisfaction clients, conquête de nouveaux marchés de dépôts et efforts sur le segment patrimonial).
- Croissance raisonnée des crédits, dans un contexte de demande plus faible, avec une tarification tenant compte du coût de la liquidité.

En banque de proximité à l'International, les stratégies sont adaptées aux environnements locaux :

¹ Y compris impact réglementaire CRD3&4 sur les cessions et hors impact réglementaire sur le reste du périmètre

- Emporiki : accentuation de l'effort de collecte et poursuite de la hausse de nos parts de marché dépôts, réduction des encours de crédit liée à l'amortissement naturel.
- Cariparma : croissance de la collecte avec une réorientation vers la collecte bilan, croissance contrôlée des crédits.

▪ **La volonté de limiter l'impact sur l'emploi**

L'application des mesures du plan d'adaptation aura notamment pour conséquence des suppressions de postes concentrées dans deux métiers, la BFI et le crédit à la consommation, en France et à l'International, dans le respect des procédures sociales en vigueur dans les différents pays concernés : pour la BFI, environ 550 en France et environ 1 200 à l'International ; pour le crédit à la consommation, environ 300 en France et environ 300 à l'International.

La mobilité et l'employabilité seront favorisées, les départs volontaires seront privilégiés : un dispositif complet d'accompagnement favorisant la mobilité professionnelle et géographique sera mis en place, avec une optimisation du turnover naturel de l'entreprise dans le cadre d'un accord avec les partenaires sociaux.

Le groupe Crédit Agricole poursuit activement les recrutements en 2012 : plus de 3 500 recrutements en France principalement pour les métiers de la banque de proximité auxquels s'ajoutent 3 000 recrutements en alternance.

▪ **Les impacts financiers et comptables**

Au quatrième trimestre 2011 :

- L'impact du plan d'adaptation sur le résultat net part du groupe de Crédit Agricole S.A. sera d'environ -500 millions d'euros, correspondant au provisionnement de l'intégralité des mesures d'ajustement de postes et à l'impact des cessions de portefeuilles en produit net bancaire et en coût du risque.
- L'impact des dépréciations des écarts d'acquisition, compte tenu du plan d'adaptation, sera de -1 300 millions d'euros pour Crédit Agricole S.A. : la baisse de résultats attendus en 2011 et dans les années futures conduit à déprécier des écarts d'acquisition, avec des impacts pour la banque de financement et d'investissement de -1053 millions d'euros et de -247 millions d'euros pour le crédit-bail et l'affacturage. Cela n'aura pas d'impact sur le ratio de solvabilité Bâle 3.
- Il y a aura d'autres effets non récurrents sur le résultat net part du groupe de Crédit Agricole S.A. sans impact (ni en cash ni en ratio Bâle 3) liés à la forte dégradation de l'environnement, de l'ordre de -1 234 millions d'euros : dépréciation de la valeur de certaines participations minoritaires mises en équivalence pour un total de -981 millions d'euros (-617 millions d'euros sur Bankinter et -364 millions d'euros sur BES) et dépréciation technique des écarts d'acquisition sur certaines filiales à l'International pour un total de -253 millions d'euros (-191 millions d'euros pour l'Italie et -62 millions d'euros pour l'Ukraine).

Résultat attendu pour l'année 2011 :

Dans les conditions actuelles, le résultat du Groupe Crédit Agricole sera positif², malgré un résultat consolidé de Crédit Agricole S.A. négatif, du fait des impacts et dépréciations annoncés et des conditions dégradées au T4 2011.

Le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale de ne pas verser de dividende.

Impacts financiers et comptables du plan d'adaptation en 2012 :

- En 2012, l'impact sur le résultat net part du groupe est estimé à -470 millions d'euros (impact des cessions de portefeuilles envisagées en 2012 en produit net bancaire et en coût du risque).
- L'impact en emplois pondérés des mesures pour la banque de financement et d'investissement et les services financiers sera de -23 milliards d'euros environ (décembre 2012 versus juin 2011)³
- A terme, en année pleine, l'impact sur le résultat net part du groupe est estimé à -250 millions d'euros : baisse du produit net bancaire récurrent d'environ 700 à 750 millions d'euros, baisse couverte à environ 50% par des économies de charges.
- A terme, l'impact total sur les emplois pondérés sera de -35 milliards d'euros (plan d'adaptation et cessions de portefeuilles)⁴.

Le Crédit Agricole réaffirme les grands choix stratégiques de son Projet de Groupe et du plan Engagement 2014 :

- Priorité à la banque universelle de proximité
- Focalisation accélérée des activités de BFI et des services financiers

Cependant, le plan d'adaptation et le contexte économique actuel modifient le déroulement du plan à moyen terme Engagement 2014 et ne permettent pas, à ce stade, d'en confirmer les objectifs.

▪ Solvabilité : le groupe Crédit Agricole au rendez-vous de 2013

Le Crédit Agricole souligne que le ratio de solvabilité est apprécié par les régulateurs au niveau du groupe Crédit Agricole.

La publication, le 8 décembre 2011, des résultats des stress tests par l'EBA confirme que le groupe Crédit Agricole n'a pas besoin de fonds propres supplémentaires à horizon juin 2012.

Le groupe Crédit Agricole affichera un ratio Common Equity Tier 1 (CET1) de 10% à la fin 2013 en faisant appel à ses forces propres :

- Baisse des emplois pondérés de 60 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A.⁵
- Politique de conservation des résultats du groupe Crédit Agricole

² Pour rappel, sur les 9 premiers mois de 2011, le résultat net part du groupe du Groupe Crédit Agricole s'établissait à 3,3 milliards d'euros

³ Impact des mesures, ne tenant pas compte des évolutions réglementaires

⁴ Y compris impact réglementaire CRD3&4 sur les cessions et hors impact réglementaire sur le reste du périmètre

⁵ Evolution entre juin 2011 et décembre 2013 des emplois pondérés calculés en full Bâle 3

- Crédit Agricole S.A. proposera systématiquement à ses actionnaires le versement du dividende en actions à partir de 2012
- Traitement des assurances en conglomérat financier et optimisation de la composition des fonds propres de Crédit Agricole Assurances
- Renforcement des fonds propres des Caisses régionales, grâce à leur dynamique de souscription de parts sociales

A partir des 9,23 % résultant des stress tests de l'EBA à fin septembre 2011, l'objectif de 10 % fin 2013 tient compte des hypothèses suivantes :

- Total impact Bâle 3 hors assurance : - 0,8 %
- Assurance en conglomérat : - 0,9 %
- Résultats conservés et émissions de parts sociales : + 1,6 %
- Plan d'adaptation : + 0,6 %
- Gains méthodologiques : + 0,6 %
- Développement de l'activité : - 0,3 %

Le Crédit Agricole s'engage résolument dans la réalisation de son plan d'adaptation.

Le Groupe confortera sa pleine capacité à faire jouer sa flexibilité et sa solidarité internes, fondées sur son organisation mutualiste.

■ **Le Crédit Agricole pleinement mobilisé au service de ses clients et de l'économie**

Un an après le Projet de Groupe, la banque universelle de proximité est réaffirmée comme le cœur de métier du groupe Crédit Agricole. Elle associe étroitement les banques de proximité et les métiers qui lui sont liés : gestion d'actifs, assurances...

La banque de proximité et les métiers qui lui sont associés représentent une part prépondérante des revenus du Groupe : environ 80 % de son produit net bancaire.

Le Crédit Agricole continue à jouer son rôle de premier financeur de l'économie française avec 477 milliards d'euros d'encours de crédits, soit une progression de 6,4% sur un an à fin septembre 2011.

Le Crédit Agricole est mobilisé au quotidien pour soutenir les projets des Français :

- 2 500 prêts immobiliers par jour aux particuliers
- 1 100 dossiers de financement par jour pour les petites entreprises et les entreprises agricoles
- 3 200 véhicules particuliers financés chaque jour
- 4 800 équipements des ménages financés chaque jour
- 1 800 nouveaux contrats d'assurance automobile par jour
- 440 nouveaux contrats santé individuels par jour

Le groupe Crédit Agricole en France, c'est plus de 100 000 collaborateurs quotidiennement au service des clients.

Avertissement :

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement européen n°809/2004 du 29 avril 2004 (chapitre 1, article 2, § 10).

Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés.

De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs. A ce titre, ces informations n'ont pas fait l'objet d'un audit.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Ce document comprend des informations qui reposent sur des travaux et réflexions en cours. Leur déclinaison nécessiterait en tout état de cause que soient respectées les procédures légales requises notamment au regard des instances représentatives du personnel.